



Université libre de Bruxelles

Compte-rendu pour le cours d'Introduction à la science politique

Livre : MÜLLER, J-W., *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2018

Nom : Cornet
Prénom : Lisa-Lou
Année d'étude : B1-POLI

De nos jours, l'Europe politique se voit confrontée à de nombreux défis. Dans un contexte de montée des extrêmes et de retour des nationalismes, le populisme inquiète les observateurs. Un phénomène controversé, aux acceptions diverses à travers l'Histoire, banalisé aujourd'hui comme qualificatif médiatique ou instrument politique, qu'il conviendrait de délimiter par une véritable théorie politique. Nonobstant l'actualité brûlante de la problématique, c'est la finalité que s'est donnée Jan-Werner Müller dans son ouvrage *Qu'est-ce que le populisme*¹. Ce politologue reconnu y propose une définition théorique et pratique du populisme, suivie de pistes pour s'y confronter dans une démocratie représentative fragilisée. En ceci, un fil rouge : l'ambiguïté du rapport populiste à la démocratie.

Dans la première partie, J-W. Müller présente les grandes caractéristiques théoriques du populisme. *A contrario* du sens commun désignant les populistes par leurs promesses simplistes adressées aux masses, leur posture volontariste et leur électorat en proie aux angoisses du déclassement et au ressentiment, il les définit par un anti-pluralisme fondamental et une mise en opposition des élites immorales corrompues et parasites à un peuple homogène et moralement pur. Selon lui, les populistes développent des théories de conspiration à l'encontre des élites – qu'ils excluent foncièrement du peuple – et moralisent leur discours à outrance; ainsi, ils revendiquent un monopole de la représentation populaire pour leur primauté morale, rendant illégitimes leurs adversaires politiques et les représentants du peuple en fonction. Le leader populiste, cultivant un style paranoïaque, aura la capacité intrinsèque de représenter avec cohérence l'authentique et unique volonté populaire sous forme d'un mandat impératif². Pour J-W. Müller, les populistes se définissent donc indépendamment de leur positionnement idéologique ou de leurs contenus politiques – bien que certains acteurs politiques se nomment populistes, à tort selon lui, pour promouvoir leur programme orienté vers des besoins populaires spécifiques.

L'auteur aborde ensuite les différentes appréhensions du populisme de par le monde. Aux Etats-Unis, il est perçu comme un mouvement émancipatoire égalitaire ; en Europe, il est vu comme anti-démocratique. Aux Etats-Unis, les premiers mouvements se revendiquant populistes au début du XIXème siècle, comme le *People's party*, soutenaient les intérêts

¹ MÜLLER, J-W., *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2018

² Pour le « style paranoïaque » : HOFSTADTER, R., *Le style paranoïaque. Théorie du complot et droite radicale en Amérique*, Paris, François Bourin, « Washington Square », 2012

agrariens face aux élites bancaires et du chemin de fer. Les intellectuels libéraux européens, surfant sur la pensée wébérienne, fondent dans les années 1950 la théorie de la modernisation, pour transformer cet épisode politico-historique transatlantique en théorie globale sur les conséquences de l'ère moderne à l'endroit des masses : celles-ci chercheraient à se réfugier dans les simplismes offerts par les populistes. L'ambiguïté sur le caractère démocratique ou non du populisme tiendrait à ce malentendu.

J-W. Müller insiste également de manière récurrente sur la conception qu'ont les populistes du peuple et de sa volonté. En l'absence de théorie politique définissant le *demos*, les populistes distinguent de la forme concrète du peuple un peuple substantiel moral – le *populus éternel*, comme l'appelait Balde de Ubaldis au Moyen-âge³ – considérant ce dernier comme une entité insaisissable par les procédés électoraux, « empiriquement introuvable »⁴, une « majorité silencieuse » qu'illustrerait bien la théorie de « l'instabilité du nombre » promue par Hobbes⁵. Le peuple serait donc une entité morale homogène et authentique, dotée d'une volonté unique, avec une identité et un intérêt singuliers. Pour délimiter cette volonté, les populistes ont besoin d'un critère moral préexistant, souvent le mérite, le labeur ou la vertu, pour distinguer le peuple des élites; cette distinction permettrait de passer d'une représentation empirique de la volonté populaire à une représentation symbolique.

En affirmant être seuls représentants légitimes et de par leur anti-pluralisme, les populistes annihilent de fait, selon l'auteur, l'un des chaînons constitutifs de la démocratie. Il souligne l'importance, en démocratie, de la multiplication continuelle des revendications de représentativité : en effet, les individus et les groupes sociaux sont amenés à se concevoir comme partie du peuple dans un processus de lutte pour la reconnaissance via le système électoral⁶. En démocratie, la conception du peuple est constamment redéfinie et débattue selon un degré d'inclusion plus ou moins important, ce qui ne serait plus le cas dans un système populiste.

Les populistes s'opposent aussi farouchement à tous les *corps intermédiaires* entre le peuple et eux. Alors que Tocqueville et Montesquieu vantaient ceux-ci, le populisme est hostile à

³ voir KANTOROWICZ, E. H., *Les deux Corps du Roi. Essai sur la théologie politique au Moyen Âge*, trad. de l'anglais de J-Ph. et N. Genet, Paris, Gallimard, « Quarto », 2000

⁴ ROSANVALLON, P., « Revolutionary democracy », *Democracy past and future*, (dir. MOYN, S.), New York, Columbia University Press, 2006, pp. 79-97

⁵ Pour Hans Kelsen, la majorité silencieuse est une « illusion métapolitique » ou « fiction du peuple » ; voir KELSEN, H., *Vom Wesen und Wert der Demokratie* [1929], Aalen, Scientia, 1981, p.22

⁶ MÖLLERS, C., *Demokratie : Zumutungen und Versprechen*, Berlin, Wagenbach, 2008, p.33 et s.

toutes les sphères de médiation politiques ou médiatiques : les opérations journalistiques qui déformeraient leurs idées et les parlements feraient obstacles à la communication directe avec le peuple. La confirmation passive de leur légitimité et le contrat passé avec eux résument la participation populaire. Les populistes rejettent également la démocratie intra-partisane, y compris au sein de leur propre parti ; l'anti-pluralisme de leur parti entre d'ailleurs en contradiction avec la définition même d'un parti traditionnel, reflet de la fragmentation de la société⁷.

Dans le deuxième chapitre, J-W. Müller affirme que les populistes sont aptes à gouverner et y décrit leur gouvernance. Elle se caractériserait par la poursuite de la critique des élites et la mise en scène de la proximité avec le peuple ainsi que par quatre autres points élémentaires. D'abord, les populistes accaparent la totalité des rouages de l'Etat en modifiant les législations liées à la fonction publique et placeraient sous contrôle justice et médias, mettant fin à la neutralité de l'appareil d'Etat. Ensuite, les populistes développeraient la loyauté via le clientélisme de masse par des avantages à certains citoyens qui formeraient alors un collectif correspondant à leur idéal de peuple. De plus, ils jetteraient le discrédit sur toute opposition des médias ou de la société civile. Enfin, ces pratiques seraient entourées d'un « légalisme discriminant », application variable du droit en fonction du statut des individus et des groupes. Par ailleurs, dans les régimes populistes, les élections seraient libres mais pas régulières, indice supplémentaire de l'amointrissement du libéralisme, des droits fondamentaux et donc de la démocratie. Cependant, l'Etat s'apparenterait tout de même davantage à un « Etat double », selon le concept d'Ernst Fraenkel, qu'à un Etat totalitaire⁸ : un respect des règles dans l'ensemble avec l'imposition localisée de mesures arbitraires.

Les populistes viseraient également la transformation de la Constitution en instrument de combat politique. Celle-ci serait anti-pluraliste et désignerait le gouvernement comme unique représentant légitime. Elle supprimerait ainsi la critique de l'opposition et de la société civile. De plus, elle permettrait de restreindre les manœuvres des futures majorités gouvernementales en conférant une protection constitutionnelle au pouvoir populiste. Enfin, elle devrait briser la chaîne de revendications de représentativité en donnant une définition morale et arrêtée du peuple.

⁷ MÜLLER, J-W., *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2018, p. 69

⁸ FRAENKEL, E., *Der Doppelstaat* [1940/41], Hambourg, Europäische Verlagsanstalt, 2001

Dans le dernier chapitre, J-W. Müller commence par analyser les causes de la montée actuelle du populisme. Pour lui, un faible taux de populisme est inhérent au suffrage universel. Son ascension aujourd'hui tient à la crise de la représentation moderne et à l'administration de la démocratie européenne. D'une part, l'Europe subit depuis les années 1970 une vague de protestation à l'encontre de sa représentation politique. Pour Peter Mair entre autres, cette crise se traduit par la déchéance des grands partis de rassemblement dont les programmes synthétiques brassaient un large spectre d'électorat et de tous les partis traditionnels⁹. Cette désaffiliation serait due à leur éloignement de la société et leur fusion avec l'appareil d'Etat. La réalisation de leur programme serait rare, les partis politiques étant toujours plus *responsible* – adaptés aux contraintes – et moins *responsive* – à l'écoute de la société¹⁰. Ils se ressembleraient de plus en plus de par leurs idéaux politiques et leur éthique de responsabilité. En crise de confiance, les citoyens soutiendraient davantage les partis protestataires se revendiquant extra-parlementaires.

D'autre part, J-W. Müller soutient que l'ascension du populisme trouve sa source dans l'histoire même de la démocratie européenne. Après la chute du fascisme, les élites libérales ont développé un impératif antitotalitaire par des démocraties fortes et une méfiance envers la souveraineté populaire, qui avait amené au pouvoir la tyrannie et la persécution des minorités. L'Europe plaça en première ligne la protection des droits fondamentaux. Dans les années 1970 naquit néanmoins une opposition extra-parlementaire visant l'inclusion du peuple dans les procédés politiques. Ces mouvements sociaux transformèrent le système politique européen mais la « souveraineté populaire encadrée », auparavant justifiée par la protection démocratique, se prolongea par un impératif budgétaire causant la dévaluation interne des Etats-nations¹¹.

J-W. Müller décrit ensuite la situation politique actuelle, dans laquelle s'est ancré le populisme. La politisation croissante de l'intégration européenne se présente sous la forme d'un conflit, basé sur des intérêts économiques et des valeurs identitaires entre partisans du maintien des frontières (« *défenseurs de la démarcation* ») et partisans de l'ouverture des

⁹ MAIR, P., *Ruling the Void. The Hollowing of Western Democracy*, Londres, Verso, 2013

¹⁰ *ibidem*.

¹¹ « souveraineté populaire encadrée » : MÜLLER, J-W., *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2018, p.139

frontières (« *avocats de l'intégration* »), qui transforment ce conflit en un *Kulturkampf*¹². Les citoyens européens n'ont jamais protesté contre le processus d'intégration européenne jusqu'à ce qu'une succession de crises, depuis les années '90, démontre l'interdépendance des pays membres et les conséquences directes de la politique supranationale sur leur quotidien. La solution d'austérité imposée par les élites libérales et technocrates n'aurait résorbé aucune crise et celles-ci refuseraient toujours toute critique de l'intégration européenne. Les conséquences en sont un conflit latent avec les populistes, avec lesquels ils partagent une posture antipolitique, une moralisation des enjeux et une absence de pluralisme.

Tout au long de l'ouvrage, l'auteur propose diverses positions de démocrates face au populisme. Pour Chantal Mouffe, il faudrait réagir au populisme de droite par un populisme de gauche, le premier étant la conséquence de l'hégémonie libérale et de la capitulation des socio-démocrates face à l'orientation économique européenne¹³. Pour Ernest Laclau, ce populisme de gauche se traduirait par des revendications citoyennes insaisissables par la politique officielle, appelées « chaîne d'équivalence », à transformer en exigence centrale pour en arriver à un conflit encadré moteur de changement¹⁴. J-W. Müller, en définissant le populisme comme logique structurelle, s'oppose à ce que la politique ne devienne un conflit de populistes bataillant sur la définition du peuple et leur légitimité¹⁵.

De même, pour l'auteur, d'autres postures sont inefficaces. Ainsi, l'exclusion automatique des populistes ne résout rien. Il faut multiplier les débats politiques francs et directs, sans accent moral, pour définir les orientations politiques et confronter point par point les idées populistes. Les élites libérales devraient éviter de disqualifier les critiques de l'intégration européenne ou du libéralisme en les taxant de populistes ou en *pathologisant* avec condescendance le populisme, et réfléchir à des alternatives économiques. Il est également envisageable de muer vers une structure politique plus à l'écoute des citoyens dans leur diversité, en ne laissant aucune marge aux populistes, qui ne peuvent promouvoir un nouveau modèle démocratique.

¹² le *cleavage* de Hanspieter Kriesi : voir KRIESI, H., et a., « Globalization and the transformation of the national political space : six European countries compared », *European Journal of Political Research*, 45/2006, pp.921-956

¹³ MOUFFE, C., *L'illusion du consensus*, trad. de l'anglais de P. Colonna d'Istria, Paris, Albin Michel, 2016

¹⁴ LACLAU E., « Populism : What's in a name ? », *Populism and the Mirror of Democracy*, Londres, Verso, 2005, pp.32-49

¹⁵ MÜLLER, J-W., *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2018, pp.154-155

Pour conclure, J-W. Müller propose une théorie politique concrète et démontre à quel point le populisme est anti-démocratique. Ainsi, il critique le terme de « démocratie illibérale » que les élites libérales apposent aux régimes populistes, lui préférant celui de « démocratie défectueuse »¹⁶. Néanmoins, la volonté de travailler sur un sujet d'actualité, soumettant sa théorie aux « urgences pratiques », déforce sa valeur scientifique ; un parti-pris qu'il a peut-être choisi pour se rendre accessible à un plus large public. Ses solutions concrètes ne m'apparaissent paradoxalement qu'une réponse partielle, alors que la récente élection du dirigeant d'extrême droite Bolsonaro au Brésil précise l'imminence de la menace et l'inefficacité de l'attentisme actuel des politiques. Néanmoins, d'autres solutions pourraient affermir la réponse des démocrates. Pour l'ancienne eurodéputée Véronique de Keyser, la pédagogie ne suffira pas dans ce contexte proche de celui de l'Europe des années 30 en termes de montées des extrêmes ; dans une Europe plus démocratique, les luttes sociales venant d'en bas seraient un antidote possible aux « vieux démons » européens¹⁷. Par ailleurs, il faudrait également se baser sur un socialisme repensé, reconnecté aux enjeux politiques par l'étude de la sociologie relationniste – comme le proposent Cyril Lemieux et Bruno Karsenti¹⁸. A cela devrait pour moi se coupler des mouvements citoyens qui, pris en bonne considération, irrigueraient les partis traditionnels d'idées neuves et les rapprocheraient de la population. Une démocratie européenne plus souveraine et ouverte aux alternatives à la crise, avec des partis traditionnels revigorés et des mouvements citoyens forts, me semble être le plus bel espoir pour la démocratie à venir.

¹⁶ MÜLLER, J-W., *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2018, pp.92-94

¹⁷ DE KEYSER, V., *Une démocratie approximative. L'Europe face à ces démons*, Bruxelles, Centre d'Action Laïque, coll. « Liberté j'écris ton nom », 2018, pp. 95-98

¹⁸ KARSENTI, B., LEMIEUX, C., «Le socialisme et l'avenir de l'Europe », *Socialisme et sociologie*, Seine-et-Marne, éditions EHESS, coll. « Cas de figure », 2017, pp. 95-122.

Voir aussi l'interview de B. Karsenti et C. Lemieux : La suite dans les idées, «Face au nationalisme et au libéralisme, le socialisme et la sociologie», émission de Sylvain Bourmeau, France Culture, diffusion publique, FRANCE, Paris, 18/03/2017.